



**Nous ne sommes
les porte-valises de personne
ni des Directions, ni des organisations patronales !**

Le projet de loi de finance 2017 prévoit une nouvelle réduction de la dotation de la TFC (60 millions au niveau national / 14 Millions pour la CCI-IDF).

Dans ce cadre, notre direction générale a demandé aux syndicats et au personnel de participer à leur campagne de défense des CCI et d'aller rencontrer les parlementaires (mail du 8 novembre).

**Il faudrait donc lutter contre les suppressions de postes
en s'associant à ceux qui les mettent en place !
On se fout de qui ?**

Cette campagne de mobilisation #EnDanger a été lancée par la Direction, pour défendre le maintien des activités de la CCI Paris Ile-de-France. Mais ne nous racontons pas d'histoire, ce sont les élus, chefs d'entreprise du Medef, CGPME etc. qui pilotent. Les Directions ne prendraient pas d'elles-mêmes une telle initiative.

Notre direction a été jusqu'à envoyer des courriels ciblés à certains agents pour qu'ils participent activement à des réunions préparatoires et aux RDV avec les parlementaires de leur circonscription. Ce sont des méthodes insupportables et injustifiables.

Et maintenant la CFDT nous demande de nous mettre en grève le 16 décembre pour manifester avec la Direction devant l'Assemblée Nationale et la journée serait payée par la Direction à tout le personnel !

Nous rappelons à la CFDT qu'un jour chômé payé par l'employeur ça s'appelle un jour de congé !

**Nous sommes un syndicat de salariés
pas la courroie de transmission du patronat,
nous laissons cela à la CFDT !**

Comment peut-on soutenir une telle campagne ?

Alors que la direction NOUS a imposé :

- un plan de 300 suppressions de postes et un démantèlement de nos services et de nos métiers,
- la réduction d'un quart du personnel soit près de 1 000 agents partis et non remplacés, en 2 ans.

Et tout cela dans l'urgence en appliquant le nouveau dispositif de licenciement pour suppression de poste (délais raccourcis) voté, main dans la main, par la CFDT et la délégation des présidents en CPN il y a un an, le 7 décembre 2015 !

La CGC et l'Unsa ont voté contre. **Sans l'approbation de la CFDT, ces nouvelles mesures ne passaient pas ! Et les directions ne pouvaient pas licencier en deux mois comme elles l'ont fait à Paris.**

Pourquoi un tel empressement de la direction pour cette campagne, alors que depuis 6 ans, elle n'a pas arrêté de fusionner les services, supprimer nos emplois et mettre à mal le personnel ?

Nos directeurs, bien protégés, auraient-ils peur, à leur tour, pour leurs emplois ? pour leurs primes sur objectif équivalent à un 14ème mois ?

FO ne peut accepter de cautionner une telle campagne dans un contexte déjà très anxiogène et dénonce encore une fois le mépris et la tentative d'instrumentalisation du personnel et des syndicats par les organisations patronales et les Directions.

Car nous sommes indépendant, et que nous ne nous mettons jamais à la remorque de qui que ce soit, FO CCI continuera à se battre clairement pour :

Aucune suppression d'emploi, aucune mutation

Aucune privatisation, fermeture ou externalisation de nos écoles

Oui au développement du réseau CCI et à un vrai service public pour nos ressortissants, nos élèves et leurs parents

Oui à l'augmentation du point à 5 euros !